
Mot de clôture d'Imagine, Demain le monde

Mot de clôture par Sarah Freres et Laure de Hesselle, Co-rédactrices en cheffe d'Imagine, Demain le monde.

Défendre la culture en temps de crise

Notre magazine Imagine Demain le monde fête cette année ses trente ans. Trente ans d'attention à l'écologie, à l'environnement, à la biodiversité, au social, aux relations nord-sud aussi...

La culture y a naturellement toujours trouvé place. Pas tant son actualité immédiate, vu notre rythme de parution, que des tendances de fond : de l'Afrofuturisme à l'écopoésie en passant par la résistance des librairies indépendantes ou encore les efforts du monde du cinéma pour plus de durabilité – autant de thématiques dont vous avez notamment pu parler tout au long de cette journée.

Nous nous sommes aussi intéressés à ses acteurs et actrices, au fil de longues rencontres, de portfolios. Nous avons publié des textes de leur plume aussi. Caroline Lamarche ou Lisette Lombé par exemple ont tenu des chroniques dans nos pages, et nous avons le bonheur d'accueillir celles de Philippe Marczewski depuis pas mal d'années maintenant.

Ces interventions d'artistes, leurs réflexions nous apportent de la beauté, du souffle, un peu d'air. Une autre façon de voir le monde.

Mais dernièrement, nous avons aussi documenté l'entrée en résistance de nombre d'entre vous.

Cela fait un certain temps en effet que les mauvaises nouvelles se succèdent pour le monde culturel.

Ici, tout près, l'annonce de la fermeture de La Centrale par la Ville de Bruxelles, un lieu d'exposition de la création plastique contemporaine pourtant formidable et très récemment rénové, en a abasourdi plus d'un... Cette même Ville de Bruxelles avait déjà précédemment annoncé couper 15 à 20 % de son budget dédié à la culture, des coupes touchant particulièrement le KVS et le Théâtre royal du Parc – d'autres villes ont fait des annonces similaires.

Il y a aussi eu la fermeture de la Médiathèque, décrétée par la Fédération Wallonie-Bruxelles, alors même qu'elle s'était réinventée, devenant un lieu de découvertes artistiques mais aussi de médiation culturelle, de débats et de rencontres.

Au niveau plus global, les coupes se font sentir également. Cette année, le secteur est amputé de 12,9 millions d'euros.

Jusqu'en 2028, il n'y aura plus de nouvelles reconnaissances dans le secteur des arts plastiques et numériques, pas de nouvelles bibliothèques non plus, de centres culturels, de centres d'expression et de créativité. Dans ces centres, non-reconnaissances de spécialités – littérature, danse... – qui permettaient d'étoffer les programmations. On note, encore, une diminution des aides ponctuelles. Même au niveau européen, le programme Creative Europe devrait voir ses fonds réduits de 27,56 millions d'euros. La liste est longue. L'établir et la documenter – puisque c'est une des missions du journalisme - est un exercice funeste.

Parce que le constat ne s'arrête pas aux économies. De façon parfois plus discrète, ce sont aussi, un peu partout, des festivals qui disparaissent, des salles qui ferment leurs portes ici ou là, des représentations diminuées d'un tiers ou de moitié, un projet qu'on ne parvient plus à monter...

« On rogne à gauche à droite », me disaient récemment les membres du collectif Mensuel, « cela s'additionne, toujours dans la même direction. » Ils regrettaient que le mot « subvention » semble devenir un gros mot dans la bouche de certains – alors même que bien des entreprises privées et d'autres secteurs sont aussi largement subventionnés.

A titre d'exemple, nous avons fait l'exercice dans le dernier numéro d'*Imagine*. Pour vous donner une idée : sur l'exercice fiscal 2023-2024, le groupe Colruyt a bénéficié de 18,5 millions d'euros, que ce soit en déduction fiscale à l'impôt sur les sociétés ou en réduction de cotisations sociales. La même année, ce groupe versait 396 millions d'euros à ces actionnaires. D'autres grands groupes privés, comme John Cockerill, ou Inditex, le géant du textile qui commercialise des marques comme Zara, Massimo Dutti ou encore Pull&Bear ont également bénéficié d'aides publiques. Ces subsides-là font moins de vagues que ceux allant à la culture, alors que le secteur culturel pèse 5% du PIB, ce qui en fait un acteur économique majeur.

L'impact des coupes budgétaires se fait également sentir du côté des publics, surtout des plus fragiles. Les budgets des CPAS se voient amputés, et de nombreuses structures d'accompagnement ou d'accueil réduisent leurs sorties.

Une chargée de projets avec les publics d'un théâtre me racontait combien elle ne cessait de s'entendre dire : « Cette année nous ne viendrons plus, nous n'avons plus les moyens. » Elle s'inquiétait d'ailleurs du maintien des postes dédiés à ces activités de médiation culturelle.

En tant que travailleuses et travailleurs aussi, les artistes partagent leur inquiétude. La réforme du chômage et des pensions menace d'appauvrir encore pas mal d'entre elles et eux. Et la réforme des droits d'auteur, initialement pensée pour les artistes et leur profession dégageant des revenus faibles et incertains, a été durablement affaiblie ces dernières années.

Histoire de remettre ça en perspective, signalons que selon le récent cadastre de l'emploi culturel en Fédération Wallonie-Bruxelles :

- Le secteur culturel représente plus de 101.500 emplois en Belgique francophone
- L'emploi culturel salarié constitue 4,2% de l'ensemble des salariés de la FWB

- Un artiste salarié perçoit en moyenne 12.888€ brut annuel – contre une moyenne, tous secteurs confondus, de 35.000€ brut annuel
- La culture ne couvre que 8,12% du budget total des dépenses de la FWB

Autrement dit : c'est là un secteur économiquement significatif, employant plus de 100.000 personnes, mais dont les travailleurs et travailleuses sont déjà largement précarisés, et qui ne reçoit qu'une part minime du budget public.

A l'occasion d'un article récent, j'avais interrogé la sociologue Laurie Hanquinet, qui s'intéresse tout particulièrement aux travailleurs et travailleuses des arts. Elle me faisait remarquer : « Si vous avez un filet de sécurité offert par votre origine sociale ou votre famille, vous pouvez d'ores et déjà faire des choix plus risqués. Si des financements publics disparaissent, seule une "aristocratie" d'artistes va pouvoir tenir. » Ce qui entraîne, selon elle, des conséquences en chaîne : « Un énorme déficit en termes de représentation, et dans la foulée en termes de public. Car si on aime voir des œuvres qui nous élèvent, qui nous questionnent, on aime aussi se reconnaître dans ce qui est représenté sur scène, sur les écrans... » Ceci est un point essentiel. Les théâtres par exemple, font ces dernières années justement un énorme travail pour ouvrir leurs scènes à d'autres corps, d'autres parcours, d'autres histoires. Ce travail pour une meilleure représentativité de la diversité de notre société risque d'être compromis si seuls les artistes issus de milieux privilégiés peuvent encore survivre de leur art.

Cette question de la représentation, il faut aussi en parler à travers nous, la presse. Car là aussi, les mauvaises nouvelles pleuvent.

Pour les Bruxellois, c'est l'hebdomadaire flamand gratuit BRUZZ qui perd des moyens... et supprime Select, son supplément culturel mensuel trilingue. Et chez BX1, fin 2024, plusieurs émissions culturelles ont disparu du jour au lendemain, à la faveur de programmations musicales notamment. En cause : une réduction des subventions de la FWB, mettant les finances de la chaîne sous tension.

Dans les médias francophones, beaucoup de pigistes actifs dans les rubriques culture perdent leurs jobs. Au sein du groupe IPM – La Libre, La Dernière Heure, L'Avenir, Moustique... – il n'y a désormais plus qu'un seul pôle culture : un seul service de quelques journalistes seulement. Conséquence : une uniformisation des contenus journalistiques dans les différents titres et une érosion de la diversité de l'information. Côté hebdomadaire encore, le FocusVif est mort depuis l'an dernier en tant que supplément. Et enfin, les télévisions de proximité sont elles aussi touchées, soit carrément en voie de suppression soit avec des budgets rabotés. Or, ce sont elles les premières, et parfois les seules, à documenter la vie associative et culturelle des localités qu'elles couvrent.

Alors bien sûr, beaucoup de communication se passe aujourd'hui en ligne, via les réseaux sociaux. Mais les médias restent une caisse de résonance importante pour le secteur culturel. Or moins de place dans les journaux et magazines, moins de temps d'antenne, c'est courir un grand risque de voir l'attention se concentrer sur les spectacles les plus « mainstream », les blockbusters, les grosses machines grand public

avec une force de frappe médiatique. Sur ce qui peut « plaire à tout le monde », les pièces, les films ou les expos dont « il faut parler » sous peine de ne pas répondre aux attentes des lecteurs, lectrices ou téléspectateurs, téléspectatrices – et de celles, peut-être, des annonceurs.

Les projets les plus petits ou fragiles risquent bien d'en pâtir. Par manque de place, manque de journaliste, manque de temps, qui parlera encore dans les médias grand public de la pièce d'un jeune auteur inconnu ou des romans d'une petite maison d'édition indépendante ?

Or sans visibilisation de leur existence, ces oeuvres et ces artistes peuvent se voir fragiliser encore plus. Et puis le vrai journalisme culture, celui des critiques notamment, est un journalisme qui met en perspective, fait des liens, décrypte, éclaire les oeuvres, permet parfois le dialogue entre artistes et spectateurs, spectatrices. Il va repérer et défendre de nouvelles plumes, plasticiens ou cinéastes... Menacé, ce journalisme-là est pourtant utile et nécessaire à nos vies culturelles.

Le secteur culturel et les « activités » culturelles – si l'on peut dire ça comme ça, car la culture est évidemment partout, pas que dans des spectacles, des livres ou des expos – sont donc au coeur aujourd'hui d'un maelström qui donne le sentiment d'être attaqué de toutes parts.

Que dès qu'il est question d'économies, c'est ce secteur qui est touché en premier. Nous nous souvenons tous et toutes de ces domaines « essentiels » ou « non essentiels » de la période Covid, et on a l'impression d'en être revenu à cela. Sauf qu'il ne s'agit plus cette fois d'un temps déterminé, espéré momentanément, mais bien de mesures qui nous impacteront durablement, pendant de longues années.

Avec, en arrière-fond, une petite musique : celle de la guerre culturelle menée par les conservateurs un peu partout dans le monde, dont en Belgique. Sur le terrain des institutions culturelles ou des artistes proprement dit, on entend des reproches : les valeurs portées souvent par les arts et les artistes ne seraient plus des valeurs humanistes – la solidarité, la défense des minorités, la lutte contre les inégalités... – mais bien des opinions de gauche, trop subventionnées par l'argent public. Combien, pourtant, de représentations valorisant notre société néolibérale dans des films, des spectacles, des romans, des jeux vidéo ?

Nous nous souvenons tous et toutes notamment des déclarations du président du MR, doutant de l'utilité d'un ou d'une ministre de la Culture, dénonçant des subsides qui seraient trop versés à des structures n'attirant pas le public. S'il estimait la culture « essentielle », il considérerait aussi qu'elle devait « sortir de l'entre-soi partisan », être plus accessible, financée différemment – soit plus par le privé, le mécénat – et « se recentrer sur les publics ».

En réponse à ces attaques, Pierre Hemptinne, de Culture et Démocratie, me signalait au cours d'une interview que la culture dite « populaire » était bien souvent d'abord une culture soutenue par une machine marketing puissante. Et d'autres expliquaient combien la question du chiffre, du remplissage des salles était déjà bien présente dans les théâtres par exemple, les poussant à concentrer les représentations d'un spectacle sur peu de jours et multiplier les spectacles, avec notamment une charge largement augmentée sur les équipes techniques.

Il y a quelques mois, peu de temps après ces déclarations d'ailleurs, nous avons eu envie avec la rédaction d'*Imagine*, d'aller voir comment réagissait le monde artistique face à ces attaques. Dans le cadre d'un dossier autour de cette « bataille culturelle », plus vaste puisqu'elle concerne aussi l'écologie, la santé, toute une série de droits... nous sommes allés rencontrer des acteurs et actrices du « socio-cul » comme on dit.

A l'époque, face aux provocations du président du MR, les armes de la Carte blanche dans la presse ont été sorties. En construisant notre dossier, nous avons compris que beaucoup s'interrogent actuellement sur l'opportunité de réagir, ou pas. Le faire, c'est risquer de donner de l'importance, d'offrir une caisse de résonance à ces propos contre lesquels elles et ils protestaient. Ne pas le faire, c'est risquer de laisser la place à un discours qui élargissait peu à peu les limites de l'acceptable. Personne ne semble avoir la réponse. Mais, un élément nous a marqué : les artistes, souvent isolés et pas nécessairement prompts à se mobiliser collectivement, s'organisaient cette fois pour lutter ensemble.

Dans le cadre de ce dossier, je suis par exemple passée dans un atelier d'autodéfense culturelle, organisé dans le cadre du festival Caravansérail. Une quarantaine de personnes y réfléchissaient notamment aux raisons pour lesquelles elles s'étaient engagées dans leurs métiers, histoire de se réancrer dans leurs bases, puis inventaient des slogans pour une manifestation. Dans la matinée, elles avaient écouté les témoignages d'« anciens » ayant traversé elles et eux aussi des conjonctures difficiles – une participante témoignait avoir été « reboostée » par ces récits de luttes victorieuses.

J'ai rencontré aussi entre autres Françoise Bloch, metteuse en scène, et Aloula Watel, comédienne, toutes deux membres du Groupe 31 mars rassemblant des artistes en lutte contre les mesures du gouvernement Arizona. Elles expliquaient combien elles avaient besoin de consacrer une partie de leur temps à la lutte – et de ne plus totalement se focaliser sur leur activité artistique sous peine de déprime et de peur.

Plusieurs des activistes rencontrés mettaient en avant les alliances nécessaires avec d'autres travailleurs et travailleuses, l'importance de se relier au monde du travail dont les artistes peuvent sembler parfois détachés.

Ces luttes pour le maintien d'un vrai investissement du budget de notre État, de nos Régions ou Fédération dans la culture sont absolument nécessaires.

Pourquoi ? Parce que soutenir la culture, ou plutôt des cultures les plus diverses possible, c'est soutenir d'abord un bien commun. C'est soutenir un droit fondamental – et un droit fondamental, comme la santé par exemple, il est normal qu'il soit subventionné, protégé par la société toute entière. Ce n'est pas une dépense mais un investissement collectif.

Certains soutiennent ainsi l'idée d'une Sécurité sociale de la culture, sur le modèle de notre système de santé. Pourquoi ne pas développer davantage cette idée ? La semaine dernière, le Parlement bruxellois a voté pour une proposition de résolution visant à inscrire la sécurité sociale de l'alimentation à l'agenda politique fédéral. Une étude de faisabilité doit désormais être réalisée pour permettre de mesurer cet outil qui, s'il devait être adopté, ajouterait une nouvelle branche à notre système de sécurité sociale – qui comprend les pensions, le chômage, l'assurance accidents du travail, l'assurance maladie professionnelle, l'assurance soins de santé, les vacances annuelles et les allocations familiales. Une huitième branche serait ainsi consacrée à l'alimentation. Pourquoi ne pas garantir, de la même manière, les droits culturels ?

J'avais envie de faire un petit détour pour donner un exemple parmi tant d'autres de l'importance de la présence de l'art dans nos vies, sur lequel j'ai eu l'occasion de réaliser un article – qui a en plus un lien direct avec la santé.

On connaît évidemment assez communément l'art thérapie, mais aujourd'hui ce sont des médecins, des psychiatres, des sage-femmes qui donnent des prescriptions muséales à certains de leurs patients et patientes. Le Musée et les œuvres qui y sont exposées deviennent un espace, un outil de soin.

L'idée que la contemplation d'un tableau, d'une création artistique est porteuse de bien-être, voire aiderait même à soigner n'est pas neuve. La Croix rouge britannique a ainsi mis en place dès l'après Seconde Guerre mondiale un fonds de reproductions d'œuvres d'art destinées à être accrochées aux murs des hôpitaux et accompagnées de discussions régulières entre patients, patientes et de conférences de spécialistes, dans un but thérapeutique.

Chez nous, les prescriptions muséales sont plutôt récentes, et relativement modestes : les psychiatres de l'hôpital Brugmann offrent des entrées au musée à certains patients et patientes. Avec comme constats : des baisses de niveau de stress, plus de confiance et d'estime de soi, une meilleure résilience, une réduction des symptômes. Au pire, il n'y a pas vraiment d'effet mesuré – et en tous cas pas d'effets négatifs.

« Tout le monde n'a pas envie ou possibilité de créer, de participer à une activité artistique », me disait la psychiatre Catherine Hanak de Brugmann. « Or ce sont les mêmes domaines cérébraux qui sont touchés quand on entre en contact avec l'art d'autrui. »

Comme l'explique le neurologue Pierre Lemarquis : « L'art sculpte et caresse notre cerveau, il nourrit à la fois la partie qui décode les informations – et nous dit comment rester en vie – en nous ouvrant l'esprit avec de nouveaux apprentissages, et la partie qui nous donne envie de vivre, en agissant sur nos émotions, en stimulant les zones de plaisir et de récompense. »

Dans certains musées ce sont des ateliers qui sont organisés. À la différence de l'art thérapie, il n'est pas question ici d'analyser ensuite les créations lors de consultations médicales, de les intégrer dans un processus de soins. On est plus ici dans le mieux-être : une animatrice me disait que les participants et participantes « en se regardant moins le nombril », retrouvaient une part de bien-être, se rendaient compte aussi qu'elles et ils avaient de la valeur. À la fin de l'atelier auquel j'ai assisté, inspiré par un Renoir du Musée des Beaux-arts de Lille, tout le monde se félicitait l'un l'autre, mais s'étonnait aussi de sa propre « réussite », inattendue.

Dans notre monde où tout va très vite, où nous sommes trop souvent déconnectés de l'ici et maintenant, submergés par des flux d'informations et d'images, la contemplation d'une oeuvre matérielle est comme une bulle, un temps de pause, pendant lequel on peut entrer en résonance avec elle et ce qui nous entoure. Une salle de cinéma, de concert ou de théâtre peut certainement produire le même effet. Il s'agit ici d'émotion – l'oeuvre n'a d'ailleurs pas besoin d'être perçue comme « belle » pour avoir un effet. Il s'agit d'être touché, ému, mais aussi d'expérimenter physiquement – et parfois collectivement, cela change la donne.

Au-delà du mieux-être et de la reconnexion, la culture est aussi, bien entendu, un lieu de réflexion et d'imagination. Dans le monde en crise, des crises multiples et entremêlées, dans le monde en crise dans lequel nous vivons aujourd'hui, l'art et les réflexions, les imaginaires qu'il porte sont d'autant plus nécessaires.

Vous avez entendu parler tout au long de cette journée de moyens pour faire mieux, pour réduire votre empreinte écologique, pour pratiquer vos différentes disciplines de façon plus durable. Ces gestes pratiques, concrets sont éminemment nécessaires. Mais le secteur culturel a une arme de plus que les autres pour faire bouger positivement les choses – celle de l'imaginaire et du récit. Un ou une artiste peut être un explorateur ou une exploratrice des possibles. Et alors même que nous avons tant de mal à nous projeter vers demain, que l'on ne cesse de nous entendre dire qu'il n'y a pas d'alternative et que nous nous sentons pour beaucoup coincés, sidérés, l'art joue le rôle essentiel d'incarner d'autres réalités, d'autres futurs, d'autres pistes, de montrer la voie.

La crise climatique nous confronte à des bouleversements qui remettent en question jusqu'à l'habitabilité de certaines régions. Les crises démocratiques ébranlent nos systèmes politiques. L'avancée, un peu partout, de l'extrême droite et des populistes menacent nos droits. Les crises sociales creusent les inégalités et fragmentent nos sociétés.

Face à ces défis d'une ampleur inédite, nous avons besoin de bien plus que de solutions techniques ou de changements de comportements à la marge. Nous avons besoin de transformer radicalement notre imaginaire collectif, notre façon même de penser le monde et notre place en son sein.

Car c'est vraiment là pour nous un noeud central : la bataille culturelle dans laquelle se sont engagés des mouvements d'extrême droite ou Donald Trump et ses amis prouve bien si c'était nécessaire que nos représentations du monde comptent, ont une incidence majeure sur nos façons d'être, sur nos façons de vivre, dans nos démocraties même vieillissantes sur nos façons de voter aussi, et sur à qui nous laissons le pouvoir.

Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui a été influencé par la littérature : on sait combien par exemple les oligarques de la Silicon Valley sont inspirés par la science-fiction et le cyberpunk, combien les dystopies des romans de science-fiction des années 80 façonnent leur vision du monde – malheureusement à l'inverse des discours portés par leurs auteurs à l'origine, plutôt anarchistes de

gauche, alors que les Elon Musk, Peter Tiel et autres y puisent plutôt l'inspiration pour une fuite en avant dans la technologie, l'homme augmenté, et l'écrasement des plus faibles.

Pour changer le réel comme ils le font aujourd'hui à nos dépens, ils l'ont d'abord imaginé changé. A nous de faire pareil, avec nos petits moyens, pas si insignifiants. Un roman qui nous parle de solidarité, une œuvre plastique qui joue avec nos relations au vivant, la relecture féministe d'un texte théâtral classique, tout cela nous montre que les choses pourraient être autrement. Cette capacité à concevoir l'alternative est le premier pas de toute transformation sociale.

Les artistes, et pour partie la presse – notre magazine Imagine en tous cas – peuvent ainsi aussi avoir pour responsabilité de dénoncer et d'ouvrir les portes. La représentation des femmes, des personnes racisées, des LGBTQIA+ a ainsi formidablement évolué sur nos scènes, dans nos salles par exemple, même si nous sommes encore très loin du compte à bien des endroits.

Pour ce qui concerne l'écologie, la prise en compte des autres qu'humains, la prise de conscience des limites planétaires, les changements nécessaires dans notre économie, dans nos manières de vivre, de nous organiser...la liste est longue, c'est pareil : nous pouvons construire de nouvelles représentations – celle du progrès par exemple, qui imprègne tellement nos vies de ces réflexes de toujours plus, toujours plus vite.

L'éventail est large : passer du héros unique au collectif ; montrer d'autres moyens de déplacements que la voiture ; incarner la nature, rendre sensible notre place en son sein... Nous avons récemment réalisé par exemple un hors-série sur les coopératives – cela veut dire raconter d'autres manières de s'organiser, de distribuer les revenus et le pouvoir. À quand une série sur les aventures de coopératrices et coopérateurs ?

En parlant de coopération, je me permets une incise. Le milieu artistique, particulièrement du spectacle vivant, est lui aussi en recherche d'autres manières de travailler, de façon plus collective.

Nous avons creusé ainsi le sujet avec des collectifs comme Le Sbeul, Les plaisirs chiffonnés, RAVIE, En Archipel, L'Amicale, Wander... Pour partager leur créativité, échanger sur leurs projets, se soutenir, parfois y compris financièrement, mutualiser leurs compétences, s'entraider dans la recherche de subsides – parfois difficilement, les systèmes de financement n'ayant pas encore intégré ce modèle dans leur logiciel. Alors qu'elles et ils sont souvent poussés dans les écoles puis par le « marché culturel » à travailler sur leur identité, sur l'« artiste marque », qu'elles et ils sont mis en compétition les uns et les unes avec les autres, ces collectifs sont des bulles d'entraide, de solidarité, d'écoute aussi. Des modèles, peut-être, à développer ?

Enfin et pour terminer, en ces temps compliqués, la culture nous offre aussi des espaces de recueillement, de catharsis, de traitement collectif d'un traumatisme. Quand une catastrophe survient – on peut penser aux inondations de la vallée de la Vesdre -, quand un tabou frappe une catégorie de la population – on

peut penser aux féminicides –, quand des milliers de personnes sont ciblées par les politiques publiques – on peut penser à toutes celles qui meurent sur les chemins de l'exil –, l'art nous permet de partager nos émotions, de donner forme à quelque chose qui nous dépasse, de voir l'ensemble plutôt que des histoires isolées. Le théâtre, les musées, le cinéma, la photographie, etc. sont autant d'endroits qui nous permettent de cicatriser.

A ce stade, je me permets une incise pour vous parler des enfants de la vallée, une pièce de théâtre de la compagnie de jeunesse les Ateliers de la colline. Les penseurs de ce projet ont trouvé leur source d'inspiration dans un hors-série publié par Imagine en 2022, un an après les terribles inondations de la vallée de la Vesdre. Ce hors-série, rempli de reportages et de récits réalisés pendant un an, a constitué la base dramaturgique de leur travail. Pendant un an et demi, les Ateliers de la colline ont travaillé avec des enfants de différentes écoles des vallées de l'Ourthe et de la Vesdre, ont récolté leurs témoignages, organisés des ateliers de théâtre en classe... Pour donner la parole aux enfants, victimes les plus vulnérables de la crise climatique qu'on écoute si peu. Imagine a suivi ce processus de création de ces débuts à son banc d'essai, pour donner écho à leurs récits.

Pour conclure, couper dans les budgets culturels au moment précis où nous avons le plus besoin de cette capacité collective à imaginer, à ressentir, à créer du lien et à inventer des alternatives, c'est se priver d'un outil essentiel pour faire société.

La culture – comme la presse - n'est pas un luxe qu'on pourrait s'offrir en temps de prospérité et abandonner en temps de crise. C'est au contraire en temps de crise qu'elle devient absolument vitale, parce qu'elle est ce qui nous permet de ne pas simplement subir, mais de garder notre humanité, notre capacité d'agir et notre espoir en l'avenir. Défendre la culture aujourd'hui, c'est défendre notre capacité à nous soigner, à nous rassembler, à imaginer d'autres possibles, à représenter la diversité de nos sociétés, à résister à la résignation.

C'est défendre un droit fondamental et un bien commun.